EXTRAORDINAIRE.

Bureau du Journal de Quebec, 20 mars, 1848.

Nous nous hâtons de donner à nos lecteurs quelques détails des nouvelles extraordinaires dont nous donnions un faible précis dans notre feuille de samedi : La nécessité où nous avons été de traduire, (n'ayant reçu ni lettre de notre correspondant, ni journaux français,) fait que nous ne sommes pas aussi à bonne heure que nous l'aurions désiré.

Les affaires en France, comme on le verra par les détails que nous donnons, sont dans un état des plus critique. Rien d'aussi grave n'était survenu depuis le renversement de Charles X. Toute confiance dans le rétablissement du roi Louis-Philippe sur le trône, semble perdue, et la populace criait à tue tête pour celle de son premier ministre.

On ne pouvait croire que le gouvernement interfèrerait réellement dans le banquet du 12e arrondissement, mais aussitôt qu'il fut connu que Paris serait occupé par une grande force militaire sous le maréchal Bugeaud, que tout rassemblement serait dispersé par la force, les chambres se remplirent des députés excités et indignés qui furent informés par M. Duchatel, ministre de l'intérieur, que telle était l'intention du gouvernement. Au milieu de cette disposition des esprits,les membres de l'opposition ajournèrent à la demeure de M. Barrot, où il fut résolu qu'ils n'assisteraient pas au banquet du jour suivant en conséquence de l'excitation croissante. Pendant la nuit même la cité fut placardée de proclamations du Préfet de Police défendant les assemblées et imposant aux citoyens la nécessité de s'abstenir de tout tumulte. On détermina aussi dans la même nuit qu'on batterait le lendemain matin le rappel de la garde nationale.

Le mardi matin parut un manifeste de l'opposition dans lequel la conduite des autorités était dénoncée comme injuste et arbitraire. Vers midi, environ 30,000 hommes entouraient la chambre des députés. Plusieurs actes tumultueux eurent lieu entre le peuple et les troupes. Une foule de citoyens pénétrèrent dans la chambre des députés, d'où ils furent repoussés avec difficulté. Dans l'après-midi, M. Odillon Barrot déposa sur la table des chambres, un acte formel d'accusation contre les ministres, signé par 17 députés.

La populace furieuse chantait en plusieurs endroits la *Marseillaise*, et criait : " Mourir pour la patrie ; vive la réforme ; à 25 francs la tête de M. Guizot ; " d'autres dénonciations terribles furent entendues de différents côtés. Il y a quelques morts, et la populace, en une ou deux instances, a essayé de renverser des omnibus et d'ériger des barricades, mais sans succès.

[Correspondance adressée au *London Times*.]

PARIS, 24 février, 1 heure après-midi.

Il m'a été impossible d'expédier ma dépêche ce matin, malgré que le courrier fût à la station avant-midi, les rails ayant été enlevés en plusieurs endroits. Les communications par cette voie sont désormais impossibles. Le bureau de poste est clos.

1 heure et demie.

Je suis informé que le Palais des Tuileries, qui a

ve la capitale, il était urgent d'adopter des mesures propres à calmer la population. Depuis ce matin le mal a fait des progrès immenses. Proclamerons-nous régent le duc de Nemours ou la duchesse d'Orléans ? M. Cremieux, qui suivit, était d'opinion de maintenir le nouveau gouvernement ; M. Genoude, qu'un appel dût être fait au peuple.

M. Odillon Barrot monta ensuite et défendit les droits de la duchesse d'Orléans. M. Larochejaquelain veut un appel au peuple. M. de Lamartine et M. Ledru-Rollin insistent sur la nécessité de nommer un gouvernement provisoire. M. Sauzet met son chapeau et lève la séance. Les princes se retirèrent suivis par les membres du centre, ceux de la gauche seuls restèrent dans la salle. Les insurgés appelèrent alors, ou plutôt portèrent M. Dupont de l'Eure à la présidence. La tribune et tous les siéges étaient occupés par le peuple et les gardes nationaux, et les noms des membres suivants du gouvernement provisoire furent proclamés au milieu de scènes qui n'avaient pas été vues depuis la Convention.

GARNIER PAGÈS,
ARAGO,
MARIE,
LEDRU-ROLLIN,
LAMARTINE,
CREMIEUX.

Ces noms furent reçus aux cris de : *Vive la République*, et l'assemblée s'ajourna alors à l'hôtel de ville pour installer le gouvernement provisoire.

DÉTAILS PLUS RÉCENTS.

Le comte Molé refuse de former un nouveau ministère. Le roi envoya tard la nuit dernière pour M. Thiers, qui entrepris de suite de soumettre à Sa Majesté une liste du nouveau cabinet, moyennant, cependant, qu'il lui serait loisible de s'adjoindre comme collègue, M. Odillon Barrot. A quoi il plut à Sa Majesté d'accéder gracieusement. Ce matin, un peu avant 8 heures, pendant qu'une foule de peuple était employée activement à élever des barricades à l'extrémité de la rue Taitbout, près le Boulevard, elle vit un goupe d'hommes les approcher du côté de la rue des Trois-Frères. Plusieurs du peuple les reconnurent, et les cris de " Vive M. Thiers, " " Vive M. O. Barrot, " débordèrent avec éclat.

Avec ces messieurs se trouvaient M. G. Duvergier de Hauranne, M. de Rémusat, le prince de la Moscowa et autres membres de l'opposition. Ils se dirigèrent tous du côté du château, suivis des cris de : " Vive la réforme ! "—" Oui, oui, " dit M. Thiers, " vous l'aurez. " Sur un autre point de la rue Grammont, on entendit : " Empêchez au moins les coups de fusil ! " à quoi répondit affirmativement le groupe de députés. Tout le trajet du Boulevard à la rue St. Honoré, était intercepté par d'immenses barricades, dont plusieurs dépassaient la hauteur d'un homme. A chacun de ces empêchements, M. Thiers et les autres messieurs furent obligés de passer seul à seul, et comme la rumeur circulait que les honorables messieurs se rendaient chez le roi, les applaudissements ne cessèrent d'accompagner leur marche.

Il m'a été impossible d'expédier ma dépêche ce
du Boulevard à la rue St. Honoré, était intercepté

Je suis informé que le Palais des Tuileries, qui a rent d'accompagner leur marche.

Il m'a été impossible d'expédier ma dépêche ce matin, malgré que le courrier fût à la station avant-midi, les rails ayant été enlevés en plusieurs endroits. Les communications par cette voie sont désormais impossibles. Le bureau de poste est clos.

1 heure et demie.

Je suis informé que le Palais des Tuileries, qui a été le point de mire des attaques du peuple, est tombé pareillement en son pouvoir. On me dit aussi que le roi a abdiqué en faveur du comte de Paris, mais que cette détermination ne satisfait pas le peuple qui sollicite le renversement de la dynastie et la formation d'un gouvernement provisoire. Si tel est le cas, la République n'est pas loin.

3 heures.

Tout est vrai.

Le roi a d'abord abdiqué dans la chambre des députés, à une heure, et s'est ensuite dirigé à Neuilly sous une escorte de cuirassiers.

Le peuple a pris possession et pillé les Tuileries sans rencontrer de résistance, aucune.

Le trône a été trainé sur le Boulevard, le pavillon tricolore remplacé par un pavillon rouge.

Une adresse au peuple par M. Marrast et autres des ultra-libéraux, va être publiée dans une heure et demie, invitant le peuple à ne pas mettre bas les armes avant que ses libertés lui soient assurées.

Chambre des Députés.

A une heure, M. Sauzet a pris la chaire en présence de 300 membres. Peu de temps après on informa que la duchesse d'Orléans était arrivée au Palais avec ses deux fils. La princesse apparut bientôt à la porte de gauche accompagnée par les princes et les ducs de Nemours et de Montpensier.

Le jeune comte de Paris entra le premier, conduit par un des députés. C'est avec difficulté qu'il pénétra aussi loin que le demi-cercle, encombré qu'il était d'officiers et de soldats de la garde nationale. Sa présence produisit une impression vive dans l'assemblée. Presqu'aussitôt après, la duchesse entra et fut s'asseoir dans un fauteuil entre ses fils.

Alors l'entrée de la salle fut disputée par la multitude d'hommes armés, des ordres inférieurs des gardes nationaux. La princesse et ses fils se retirèrent et allèrent s'asseoir sur un des bancs élevés du centre, vis-à-vis le siége de la présidence.

La plus grande agitation régnait, et le calme étant rétabli, M. Dupin se leva et annonça à l'assemblée que le roi avait abdiqué en faveur de son petit-fils, et conféré la régence à madame la Duchesse d'Orléans.

Une voix dans les galeries : " Il est trop tard. "

Une scène de tumulte qu'il est impossible de peindre, s'ensuivit. Nombre de députés se réunirent autour de la duchesse et ses enfants, et des duchesses de Nemours et de Montpensier. Les gardes nationaux se rallièrent aussi autour de la famille royale.

M. Marie monta alors à la tribune sans être capable de parler, sa voix étant couverte par des cris assourdissants. Le silence rétabli, M. Marie dit que, vu la position critique dans laquelle se trou-

du Boulevard à la rue St. Honoré, était intercepté par d'immenses barricades, dont plusieurs dépassaient la hauteur d'un homme. A che[illegible] de ces empêchements, M. Thiers et les autres messieurs furent obligés de passer seul à seul, et comme la rumeur circulait que les honorables messieurs se rendaient chez le roi, les applaudissements ne cessèrent d'accompagner leur marche.

Vers 10 h., M. Odillon Barrot cheminait sous escorte au haut de la rue Ste-Anne, traversant les Boulevards et proclamant le général Lamoricière commandant de la Garde Nationale de Paris. Arrivé au coin de la rue Richelieu, M. Odillon Barrot donna ordre aux troupes de dragons du 21e de ligne de rentrer dans leurs casernes. Cet ordre fut aussitôt obéi au milieu des cris de " Vive Lamoricière, " " Vive Odillon Barrot, " " Vive le vingt-unième de ligne, " les soldats fraternisant avec le peuple. Les caissons du régiment furent en un instant ouverts et leur contenu distribué dans la foule.

A 11 heures, l'assemblage des gardes nationaux était devenue considérable, et la plupart des postes qui étaient occupés par l'infanterie de ligne étaient en leur pouvoir. On vit une compagnie de la ligne s'en retourner à ses casernes, dont plusieurs étaient désarmés, les uns ayant donné leurs armes au peuple qui les leur demandait, et à de jeunes garçons qui marchaient avec la foule. Ceux qui n'étaient pas désarmés portaient leurs armes renversées. Deux pièces de canon et deux caissons ont été saisis au Boulevard des Italiens par un parti de peuple auquel était mêlé des gardes nationaux. La poudre fut sortie des caissons et distribuée, et les canons et les caissons portés à la mairie du second arrondissement.

La proclamation que voici a été affichée à la Bourse :

" Des Ordres ont été donnés de cesser de faire feu dans tous les lieux.

" Nous avons été chargés par le roi de former un ministère.

" La chambre sera dissoute et appel fait au pays.

" Le général Lamoricière est proclamé commandant de la garde nationale.

" Thiers,
" Odillon Barrot,
" Duvergier de Hauranne,
" Lamoricière."

Tous les ministres ont déserté leurs hôtels.

La bourse est fermée.

Dans le cours de la journée d'hier, les rumeurs les plus extraordinaires ont été en circulation, et ont même trouvé du crédit chez quelques-uns de nos contemporains. Un d'eux annonce que l'ex-roi Louis-Philippe a débarqué à Douvre ; une édition subséquente représente qu'il a établi actuellement ses quartiers à cette demeure hospitalière de la royauté exilée, à l'hôtel Mivart.

Il est presqu'inutile que nous informions vos lecteurs qu'il n'y a rien de vrai dans tous ces rapports. Les dernières nouvelles laissent l'ex-roi à Neuilly, et quoiqu'il ne soit pas improbable qu'il touche bientôt nos bords, il n'y est certainement pas encore arrivé.